

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 21 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE**

Les Rossières  
73300 Saint-Jean-de-Maurienne

Références : 20240515\_RAP\_InspSOGYMA\_StJeandeMne\_Complet.odt  
Code AIOT : 0006101640

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE implanté Les Rossières 73300 Saint-Jean-de-Maurienne. L'inspection a été annoncée le 26/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE
- Les Rossières 73300 Saint-Jean-de-Maurienne
- Code AIOT : 0006101640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Gypse de Maurienne (SOGYMA), dont les actionnaires sont PLACOPLATRE (77%), Ciment Vicat (20%) et la famille Bouttaz (3%) exploite depuis 1982 cette carrière de gypse située sur les communes de Saint Jean de Maurienne et Saint Pancrace.

L'exploitation du site a initialement été autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension du 30 mars 2012. Cette carrière de gypse et d'anhydrite a été autorisée sur les communes de Saint Jean de Maurienne et Saint Pancrace, au lieu-dit « Les Rossières », pour une durée de 30 ans et une production annuelle maximale de 550 000 tonnes et moyenne de 450 000 tonnes. La surface globale de la carrière s'élève à 40,8 ha.

À la suite de 2 éboulements successifs (12/11/2013 et 7/01/2014), un arrêté préfectoral complémentaire du 04 décembre 2014 a été notifié prescrivant, notamment, à l'exploitant, une

modification de la méthode d'exploitation, du phasage et des conditions de remise en état. Pour rappel, les matériaux extraits alimentent pour les trois quarts l'usine de plaques de plâtre « PLACOPLATRE » de Chambéry et pour le reste des cimenteries de la région Auvergne-Rhône-Alpes. De façon schématique, le gisement d'anhydrite est situé en dessous la cote 916 et celui du gypse au-dessus.

Cette carrière présente par conséquent un caractère stratégique pour l'usine de Chambéry. Par ailleurs, pour éviter l'amplification du trafic routier entre la carrière et l'usine de Chambéry, le gypse extrait est transporté par voie ferroviaire depuis la plate-forme ferroviaire de Saint-Jean-de-Maurienne à raison d'un train par jour d'une capacité d'environ 1000 tonnes de gypse. L'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2020 a permis de prescrire de nouvelles dispositions réglementaires en matière de réception et d'intégration à la production de la carrière de matériaux gypsifères externes au site.

L'accueil de ces matériaux a engagé l'exploitant dans la création d'une plateforme dédiée offrant également la possibilité d'intégrer des terres, matériaux inertes et terres sulfatées non inertes non dangereuses externes au réaménagement du site.

L'arrêté a par ailleurs permis la mise à jour des conditions d'exploitation du site par l'usage de moyens mécaniques en substitution partielle à l'utilisation d'explosifs. Enfin, divers aménagements ont également été prescrits en matière d'exploitation et de sécurisation d'un secteur interdit d'accès, d'horaires de circulation des camions, de modification de la procédure météorologique d'exploitation, de surveillance de la stabilité des fronts de la carrière et de gestion des eaux pluviales.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a, en plus des constats établis par le service d'inspection des installations classées, permis de faire le point sur les prescriptions applicables en termes de "biodiversité" sous couvert de l'arrêté préfectoral du 6/02/2012 portant autorisation de destruction et transplantation de *Thesium linophyllon* L.

A noter que cet arrêté spécifique s'inscrit en parallèle des actes administratifs qui régissent la carrière au titre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 30/03/2012, article 20	Sans objet
2	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection et la revue documentaire associée ont permis de faire le point sur les prescriptions réglementaires potentiellement applicables aux projets suivants :

- abandon partiel de certaines parcelles du périmètre ICPE actuel et modifications de certaines conditions d'exploitation,
- projet d'extension sur la partie située en dessous de la RD n°926.

À ce stade aucune non-conformité n'a été mise en évidence considérant la nature des échanges en phase amont des projets.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Dispositions administratives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode l'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à ta connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Dans la continuité des échanges sur la remise en état de la carrière en lien avec la Commission de suivi de site qui s'est réunie le 4/04/2023, l'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection son projet d'abandon partiel de la partie haute de la carrière actuelle. Ce projet s'inscrit également en parallèle des réflexions en cours sur l'extension de la carrière en contrebas de la route départementale n°926. Lors de cette visite, il a été confirmé à l'exploitant que toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage. C'est bien dans cet objectif que la visite a été conduite que ce soit sur la carrière actuelle ou sur les parcelles envisagées pour l'extension de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.  III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.  L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.  Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.  IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection les zones susceptibles de faire l'objet d'un abandon partiel et d'une remise en état. Ces parcelles devront faire l'objet d'une procédure de cessation d'activité conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement introduits par la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique. Pour confirmer les éléments discutés lors de la revue documentaire réalisée lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées précise que dans la mesure où la procédure de cessation d'activité serait menée jusqu'à son terme et considérant qu'une partie de ces parcelles font l'objet de mesures de sécurité et de suivi des instabilités, une prise en compte particulière de ces mesures devra être mise en œuvre à travers un arrêté préfectoral complémentaire permettant de protéger les intérêts du L. 511-1 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite